

# Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 4 - spécial Rosa Luxemburg - janvier 2009



Ce 15 janvier, il y aura 90 ans que Rosa Luxemburg a été assassinée à Berlin, en même temps que Karl Liebknecht. Nous publions à cette occasion trois articles de Rosa Luxemburg inédits ou rares en français : *Une Question de tactique* (1902), *Quelles sont les origines du 1<sup>er</sup> mai ?* (1894), et *Un Devoir d'honneur* (1918).

C'est également l'occasion de revenir sur les idées de celle qui fut, en réalité, assassinée plusieurs fois.

En 1919 en Allemagne, le nouvel ordre établi a, pour empêcher la révolution, fait tuer des milliers de révolutionnaires, dont Rosa Luxemburg. Il ne suffisait plus de la calomnier : il devint nécessaire de l'assassiner, puis de se débarrasser de son cadavre en le jetant dans un canal de Berlin. Mais même après ce crime, elle restait politiquement gênante et on continua de mentir sur son compte, en Allemagne et ailleurs. On atteignit le paroxysme de cette politique avec le régime nazi, qui fit interdire et brûler ses textes.

Sa pensée révolutionnaire libre et indépendante a également été dissimulée, escamotée et attaquée par des générations de pseudo-communistes. Dès 1925, le *Bulletin Communiste* de Boris Souvarine dénonçait le fait que « *Rosa Luxemburg n'étant plus de ce monde pour recevoir leurs outrages, c'est à sa mémoire que s'en prirent les léninistes de 1924* »<sup>1</sup>. En effet, les idées véritablement marxistes et révolutionnaires de Rosa Luxemburg, dans leur ensemble et dans leur cohérence, gênaient les léninistes. Ses multiples critiques contre Lénine, sur de nombreux sujets et tout au long des années, la rendait encombrante pour les sectateurs de l'URSS. Comme l'a rappelé son amie Mathilde Jacob, jusqu'à la fin

<sup>1</sup> « Le Mouvement ouvrier international - Allemagne », *Bulletin communiste* n° 7, 4 décembre 1925. Se définissant comme « Organe du communisme international », la parution de ce bulletin communiste anti-stalinien faisait suite à l'exclusion de Boris Souvarine de l'Internationale communiste (voir « Les Vies de Boris Souvarine », *Critique Sociale* n° 2, novembre 2008). Nous respectons l'orthographe employée à l'époque : « Luxembourg » - bien que cette francisation avec l'ajout du « o » soit depuis tombée en désuétude.

« Rosa Luxemburg n'avait pas abandonné ses critiques sur les tactiques des bolcheviks »<sup>2</sup>. Il fallait donc tenter de la discréditer, afin de se débarrasser d'une militante et théoricienne « en trop », dont l'existence et la pensée étaient en contradiction avec les mythes léninistes.

Les staliniens allèrent encore plus loin, et aggravèrent les mensonges léninistes tout en inventant de nouvelles diffamations contre Rosa Luxemburg. Force est de constater que les staliniens ne se trompaient pas sur un point : effectivement, Rosa Luxemburg n'avait politiquement strictement rien à voir avec eux.

La chute du capitalisme d'État russe a permis l'arrêt de cette machine de désinformation systématique, mais malheureusement nombre des clichés et mensonges inventés à l'époque contre Rosa Luxemburg sont encore répétés de nos jours.

Conséquence de cette lutte « anti-Luxemburg », ses textes ont trop rarement été édités, et aujourd'hui encore une édition rigoureuse et complète de ses textes n'a toujours pas été réalisée. En traduction française, les textes concernant la Pologne font particulièrement défaut, plusieurs textes sont épuisés, et nombre des traductions existantes seraient à refaire<sup>3</sup>.

On s'est parfois posé cette question : si Rosa Luxemburg avait échappé à cet assassinat le 15 janvier 1919, que serait-elle devenue ? On peut l'envisager en examinant le sort de ses proches : Leo Jogiches fut assassiné à Berlin dans des conditions similaires moins de deux mois plus tard ; Mathilde Jacob et Luise Kautsky sont mortes dans les camps nazis ; Hugo Eberlein fut tué par le régime stalinien, de même que de très nombreux communistes polonais (qui furent en particulier assassinés en URSS en 1937).

Au fond il n'y avait, malheureusement, probablement pas d'autre issue pour Rosa Luxemburg, étant donné d'une part son indéfectible fidélité à l'objectif de l'auto-émancipation des travailleurs, et d'autre part ce qu'était son époque.

Les qualificatifs utilisés pour définir Rosa Luxemburg ne manquent pas : marxiste, spartakiste, socialiste, sociale-démocrate, communiste, voire luxemburgiste ! Plusieurs de ces termes, si ce n'est tous, étaient pour elle synonymes : ainsi, elle écrivait que « *socialisme et marxisme, lutte d'émancipation prolétarienne et social-démocratie sont identiques.* »<sup>4</sup> Le mot « socialiste » lui suffisait amplement, mais comme nombreux étaient ceux qui s'intitulaient « socialistes » tout en ayant renoncé à l'objectif socialiste, le mot est rapidement devenu trop imprécis.

Elle était marxiste, de toute évidence, si l'on entend par là non les tenants d'un dogme figé opposé aux idées de Karl Marx, mais au contraire ceux qui s'inscrivent dans la continuité de la méthode et des objectifs fondamentaux de celui-ci. Luxemburg a ainsi écrit que « *Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives* »<sup>5</sup>.

Rosa Luxemburg était sociale-démocrate au sens de l'époque : elle militait pour le socialisme et la démocratie, au moyen de la lutte de classe et de l'action révolutionnaire. Elle pouvait ainsi écrire en 1898 que « *la social-démocratie a toujours combattu la politique douanière et le militarisme* »<sup>6</sup>. Cette social-démocratie a manifestement cessé d'exister après le vote des crédits de guerre en 1914, et le terme de « social-démocratie » a radicalement changé de sens. Rosa Luxemburg, elle, n'a pas renié ses principes : elle est restée une socialiste démocratique et révolutionnaire.

Le mot « spartakiste » désignait les membres de la Ligue Spartakus (*Spartakusbund*), qui regroupait en Allemagne pendant la première guerre mondiale les socialistes qui ne renonçaient pas à la solidarité mondiale des travailleurs, ni à l'objectif d'une abolition de l'exploitation menée par les exploités eux-

<sup>2</sup> Mathilde Jacob, *Rosa Luxemburg : an intimate portrait*, Heretic books, 2000, p. 91.

Sur quelques unes des critiques de Lénine par Rosa Luxemburg, cf *La Révolution russe* (septembre 1918), et *Marxisme contre dictature* : <http://atheles.org/spartacus/livres/marxismecontredictature/>

Voir aussi « Le léninisme et la révolution russe », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

<sup>3</sup> Une liste des textes de Rosa Luxemburg publiés en français : <http://democom.neuf.fr/rosaluxemburg.htm>

<sup>4</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Spartacus, 1997, p. 98.

<sup>5</sup> Rosa Luxemburg, *Critique des critiques*, dans *L'Accumulation du capital*, Maspero, 1967, tome II, p. 231.

<sup>6</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Spartacus, 1997, p. 63.

mêmes. Rosa Luxemburg était la principale théoricienne de cette organisation que la censure réduisait à la clandestinité. De la même façon elle était communiste, au sens authentique du mot. Elle fut cofondatrice du Parti communiste d'Allemagne en décembre 1918, lequel changea malheureusement bien vite d'orientation, jusqu'à renier en fait l'héritage du *Spartakusbund*. Communisme est en réalité un synonyme de socialisme au sens réel du terme - qui est bien celui qu'elle employait.

Contrairement à ce qu'on lit parfois, le terme « luxemburgisme » n'a pas été créé après sa mort, mais aux alentours des années 1900<sup>7</sup>. Le terme désignait le courant anti-nationaliste au sein des socialismes en Pologne, puisqu'elle était la principale théoricienne de ce courant. Mais de même que Marx ne voulait pas du terme « marxisme », il est évident qu'elle ne voulait pas de ce terme, qui était pour elle inutile : elle avait la conviction de défendre le socialisme authentique, et elle ne vit pas les outrages que le XX<sup>e</sup> siècle fit aux mots qui représentaient son idéal, l'idéal de libération des êtres humains par l'abolition du capitalisme et des hiérarchies.

Rosa Luxemburg a été toute sa vie une journaliste. Elle a écrit des centaines d'articles dans de nombreux journaux et en plusieurs langues, et elle-même dirigé les journaux *Sprawa robotnicza*, *Sächsische Arbeiterzeitung*, *Leipziger Volkszeitung* et *Die Rote fahne*.

La qualité de son écriture la fit rapidement remarquer au sein du mouvement socialiste international. Elle maniait l'ironie avec brio, parlant par exemple de l'Empereur « *qui, grâce aux trois millions de marks ajoutés, pour cause de vie chère, à la liste civile qu'il perçoit en sa qualité de roi de Prusse, est Dieu merci à l'abri du pire* »<sup>8</sup>. Cette remarque est évidemment datée : ce n'est certes pas de nos jours, avec les fabuleux progrès de la décence chez les chefs d'État, qu'un dirigeant politique pourrait augmenter son propre salaire de 172 % au moment où le salaire réel des travailleurs est en baisse...

Écrire dans la presse répondait pour Luxemburg à cette exigence : s'adresser directement aux masses. Cela s'inscrivait dans une perspective d'indispensable partage des connaissances, qui s'est manifesté aussi par le fait qu'elle a enseigné l'économie et l'histoire auprès de militants du SPD. Le partage et l'appropriation du savoir par tous était pour elle une nécessité : « *Dans la société socialiste, le savoir sera une propriété commune pour tous.* »<sup>9</sup>

Elle a mené une constante critique du capitalisme et de l'économie politique, étant en cela une continuateur conséquent de la méthode de Marx. Étudiant l'histoire du développement du capitalisme dans *L'Accumulation du capital* et *Introduction à l'économie politique*, elle rappelle notamment les famines causées par la spéculation et par la tendance de l'impérialisme économique à briser l'agriculture vivrière, concluant que « *l'économie mondiale capitaliste s'est vraiment élevée sur les souffrances et les convulsions de l'humanité entière.* »<sup>10</sup> Elle soulignait à quel point le capitalisme recourt à « *la violence, qui est une méthode permanente de l'accumulation comme processus historique depuis son origine jusqu'à aujourd'hui.* »<sup>11</sup>

Luxemburg insiste sur la nécessité pour les capitalistes de réaliser de la plus-value, non seulement par l'exploitation des travailleurs d'un côté, mais aussi - à l'autre bout de la chaîne - par l'écoulement des marchandises produites. Cela entraîne un recours au crédit, mais - on le voit encore avec l'actuelle crise du capitalisme - ce système n'est pas un remède miracle, loin s'en faut. Cela avait été observé par Rosa Luxemburg, qui écrivait que « *le crédit, au lieu d'être un moyen de suppression ou d'atténuation des crises, n'est, tout au contraire, qu'un moyen particulièrement puissant de formation des crises.* »<sup>12</sup> Elle rappelait que l'existence des périodes de crises fait partie intégrante du fonctionnement du capitalisme.

Elle a étudié à de nombreuses occasions les tendances du développement du capitalisme : « *C'est une loi immanente du mode de production capitaliste qu'il s'emploie petit à petit à lier matériellement les lieux*

<sup>7</sup> Voir par exemple la lettre de Rosa Luxemburg à Leo Jogiches du 22 mai 1898, dans : Rosa Luxemburg, *Lettres à Léon Jogichès*, Denoël, 1971, tome 1, p. 150.

<sup>8</sup> Rosa Luxemburg, « Im Asyl », *Die Gleichheit*, 8 janvier 1912 (*Dans l'asile de nuit*, L'Herne, 2007, p. 13).

<sup>9</sup> Rosa Luxemburg, « Sklaverei » (« Esclavage »). Écrit en 1907, ce texte est resté inédit jusqu'à sa publication en 2002 par Narihiko Ito dans *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*. Nous traduisons d'après *The Rosa Luxemburg reader*, Monthly Review Press, 2004, p. 122.

<sup>10</sup> Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, Smolny, 2008, p. 139.

<sup>11</sup> Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, Maspero, 1967, tome II, p. 45.

<sup>12</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Spartacus, 1997, p. 40.

les plus éloignés, les rendant économiquement dépendants les uns des autres, transformant en fin de compte le monde entier en un seul mécanisme productif solidement unifié. »<sup>13</sup> Et le socialisme mondial ne peut advenir qu'après l'avènement de ce capitalisme mondial.

Elle rappelle que pour une transformation radicale des rapports sociaux-économiques, il est indispensable de « *supprimer l'esclavage du salariat* »<sup>14</sup>. En plein pendant la révolution allemande de 1918, elle écrivait : « *A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure. Au travail salarié et à la domination de classe, doit se substituer le travail coopérateur* »<sup>15</sup>.

Rosa Luxemburg a donné une analyse profonde de la guerre et du militarisme, phénomènes profondément néfastes. Elle s'est opposée sans relâche à la guerre mondiale qui venait, puis à la première guerre mondiale lorsqu'elle fut là, payant la constance de son engagement de plusieurs années de prison. Percevant toute le caractère barbare de la guerre, elle écrivait que « *la guerre mondiale actuelle représente une défaite du socialisme et de la démocratie* »<sup>16</sup>.

Luxemburg était, incontestablement, une internationaliste authentique. « *Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat* »<sup>17</sup>, rappelait-elle. Elle s'opposait à tous les nationalismes, tout autant qu'au colonialisme. Elle estimait indispensable « *la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste.* »<sup>18</sup>

Elle indiquait qu'« *un niveau de vie dans la mesure du possible identique et élevé pour le prolétariat de tous les pays, garanti par une législation internationale du travail est indispensable, compte tenu des objectifs finaux de la lutte prolétarienne : la réalisation du socialisme qui n'est possible qu'à l'échelle internationale.* »<sup>19</sup>

Elle étudiait attentivement l'histoire, dans tous ses aspects. Très nombreux sont ses textes qui comprennent des rappels historiques, concernant l'histoire de toutes les parties du monde sur différentes périodes, ou encore l'histoire de l'économie, l'histoire de la pensée économique, l'histoire des idées socialistes, etc. Elle a résumé sa vision de l'histoire par cette formule : « *Les hommes ne font pas leur histoire de toutes pièces. Mais ils la font eux-mêmes.* »<sup>20</sup>

Rosa Luxemburg était également féministe. Dans un article de 1912, écrit à l'occasion de la deuxième journée internationale des femmes du 8 mars, Rosa Luxemburg affirme que le droit de vote des femmes est une revendication essentielle, qui n'est pas seulement l'affaire des femmes : « *Le suffrage féminin est le but. Mais le mouvement de masse qui doit l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, c'est une affaire de classe commune aux femmes et aux hommes du prolétariat. Le manque actuel de droits pour les femmes en Allemagne n'est qu'un maillon de la chaîne qui entrave la vie du peuple.* »<sup>21</sup> Elle-même est morte sans jamais avoir eu le droit de vote (si ce n'est, bien sûr, au sein des organisations socialistes). Elle refusa toujours de se laisser enfermer dans des luttes fractionnées, sans vue d'ensemble. Le féminisme découlait pour elle « *d'une opposition généralisée au système des classes, à toutes les formes d'inégalité sociale et à tout pouvoir de domination.* »<sup>22</sup>

<sup>13</sup> Rosa Luxemburg, *Die Industrielle Entwicklung Polens*, 1897 (« Le Développement industriel de la Pologne »). Il s'agit de la thèse de doctorat de Rosa Luxemburg, qui fut publiée par un éditeur de Leipzig l'année suivant sa soutenance. Ce texte est inédit en français ; nous traduisons d'après *Gesammelte Werke* tome 1, Dietz Verlag, 1990, p. 209.

<sup>14</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Spartacus, 1997, p. 86.

<sup>15</sup> Rosa Luxemburg, « Que veut la Ligue Spartakus ? », *Die Rote fahne*, 14 décembre 1918.

<sup>16</sup> *Thèses sur les tâches de la social-démocratie*, dans : Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie*, Spartacus, 1994, p. 160.

<sup>17</sup> *Thèses sur les tâches de la social-démocratie*, op. cit., p. 162.

<sup>18</sup> *Thèses sur les tâches de la social-démocratie*, op. cit., p. 163.

<sup>19</sup> Rosa Luxemburg, *La Question nationale et l'autonomie*, Le Temps des cerises, 2001, p. 226.

<sup>20</sup> Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie*, op. cit., p. 38.

<sup>21</sup> Rosa Luxemburg, « Droit de vote des femmes et lutte des classes », publié dans *Die Gleichheit (L'Égalité)* le 8 mars 1912. Traduction en français : <http://democom.neuf.fr/votefemmes.htm>

Voir aussi l'article *Une question de tactique* (1902), dont nous publions dans ce numéro la première traduction en français.

<sup>22</sup> Rosa Luxemburg, *La Question nationale et l'autonomie*, op. cit., p. 23.

Tous ces éléments faisaient de Rosa Luxemburg une révolutionnaire. Elle militait pour une révolution sociale au niveau mondial, cela sans être dans une caricature du « tout ou rien » : elle préconisait la lutte pour la République en Allemagne, ainsi que - tout au long de sa vie - pour la conquête du suffrage universel direct et égal. Sa conception de la révolution est bien loin de certains clichés ; elle écrivait : « *A la différence de la police qui par révolution entend simplement la bataille de rue et la bagarre, c'est-à-dire le "désordre", le socialisme scientifique voit d'abord dans la révolution un bouleversement interne profond des rapports de classe.* »<sup>23</sup> Ainsi, « *Rosa Luxemburg montre qu'en fait ceux qui conçoivent la révolution comme un phénomène de nature essentiellement violente [...] finissent par la concevoir en termes militaires qui reconduisent toujours une structure de commandement et d'obéissance [...], bref le retour de la domination au sein du projet d'émancipation.* »<sup>24</sup> Pendant la révolution allemande de 1918, elle en appelle donc au pouvoir des conseils ouvriers, et à « *un complet renversement de l'État, une subversion générale de toutes les bases économiques et sociales du monde actuel* » qui « *ne peuvent résulter des décrets d'une administration quelconque, d'une commission ou d'un parlement ; l'initiative et l'accomplissement n'en peuvent être assurés que par les masses populaires elles-mêmes. [...] La révolution socialiste est la première qui ne puisse être menée à la victoire que dans l'intérêt de la grande majorité, et par l'action de la grande majorité des travailleurs.* »<sup>25</sup> Il ne peut pas y avoir de révolution socialiste sans l'intervention constante de la lutte consciente des travailleurs, et « *La surestimation ou la fausse appréciation du rôle de l'organisation dans la lutte de classe du prolétariat est liée généralement à une sous-estimation de la masse des prolétaires inorganisés et de leur maturité politique.* »<sup>26</sup> Elle écrivait que « *les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école.* »<sup>27</sup>.

Enfin, Rosa Luxemburg militait pour la conquête de la démocratie réelle, c'est-à-dire la démocratie socialiste, qui nécessite la démocratie révolutionnaire. « *Si la démocratie est devenue, pour la bourgeoisie, tantôt superflue, tantôt gênante, elle est, en revanche, nécessaire et indispensable à la classe ouvrière.* »<sup>28</sup>

Sa conviction profonde était que le socialisme et la démocratie véritable sont en fait un seul et même objectif : « *Quiconque souhaite le renforcement de la démocratie devra souhaiter également le renforcement et non pas l'affaiblissement du mouvement socialiste ; renoncer à la lutte pour le socialisme, c'est renoncer en même temps au mouvement ouvrier et à la démocratie elle-même.* »<sup>29</sup>

Opposée à la bureaucratisation, elle critique « *la tendance à surestimer l'organisation qui, peu à peu, de moyen en vue d'une fin se change en une fin en elle-même, en un bien suprême auquel doivent être subordonnés tous les intérêts de la lutte.* »<sup>30</sup>

Elle résumait ainsi la question : « *jamais le mouvement de classe du prolétariat ne doit être conçu comme mouvement d'une minorité organisée. Toute véritable grande lutte de classe doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues, et une stratégie de la lutte de classe qui ne compterait pas avec cette collaboration, mais qui n'envisagerait que les défilés bien ordonnés de la petite partie du prolétariat enrégimentée dans ses rangs, serait vouée par avance à un pitoyable fiasco.* »<sup>31</sup>

<sup>23</sup> Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, chapitre IV.

<sup>24</sup> Martine Leibovici, « Révolution et démocratie : Rosa Luxemburg », *Revue française de science politique* vol. 41 n° 1, 1991, p. 62.

<sup>25</sup> Rosa Luxemburg, « Que veut la Ligue Spartakus ? », dans André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin, 1918-1919*, Spartacus, 1977, pp. 90-91.

<sup>26</sup> Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, chapitre VI.

<sup>27</sup> Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, Spartacus, 1947 (réédition 1974), p. 48.

<sup>28</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Spartacus, 1997, p. 89.

<sup>29</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, La Découverte, 2001, p. 70.

<sup>30</sup> Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, Spartacus, op. cit., pp. 75-76.

<sup>31</sup> Id., p. 58. Les diverses traductions laissent souvent à désirer ; nous nous reportons à l'original en allemand pour rectifier.

Même si Rosa Luxemburg était évidemment influencée par certaines idées en cours à son époque, et que certains de ses textes ont vieilli (notamment certains articles de circonstance), l'essentiel de sa pensée demeure d'une pertinence remarquable.

Rosa Luxemburg est morte à 47 ans seulement. Les raisons qu'elle avait d'être révoltée sont toujours sous nos yeux ; ce sont les injustices, la violence et l'exploitation qui dominent le monde. Son objectif final était que les travailleurs du monde entier brisent les carcans de l'économie capitaliste et des frontières nationales.

Quatre-vingt-dix ans après, on voit bien que les combats de Rosa Luxemburg sont toujours d'actualité, et que le capitalisme n'est pas éternel.

\* \* \*

## Une question de tactique...

Il y a quelques années, quand la question des alliances avec les partis bourgeois est devenue l'objet d'un débat particulièrement animé dans nos rangs, les partisans de ces alliances politiques ont pris soin de se référer à l'exemple du Parti ouvrier belge. Ils prétendaient que son alliance avec les libéraux pendant la longue lutte pour le suffrage universel pouvait montrer comment des coalitions entre la social-démocratie et la démocratie bourgeoise pouvaient parfois se révéler nécessaires et politiquement sans danger.

Cette démonstration a d'ores et déjà échoué. Seuls ceux qui n'étaient pas conscients des changements constants d'attitudes des libéraux, et de leurs trahisons répétées envers leurs camarades de combat prolétariens, pouvaient ne pas être extrêmement pessimistes quant à l'appui que la démocratie bourgeoise apporterait à la classe ouvrière. Les résolutions de la dernière conférence du parti social-démocrate belge<sup>32</sup> nous fournissent aujourd'hui une contribution très importante pour répondre à cette question.

Nous savons que le prolétariat belge se trouve à un tournant dans le combat qu'il mène depuis quinze ans avec une extrême ténacité pour le suffrage universel. Il se prépare à un nouvel assaut contre la domination des cléricaux et le suffrage plural<sup>33</sup>. Sous la pression d'une classe ouvrière résolue, une bourgeoisie libérale bien mal en point rassemble ses forces et tend la main à la social-démocratie pour une campagne commune.

Mais cette fois-ci, l'alliance se conclut sur la base du troc : les libéraux renoncent au vote plural et acceptent le suffrage universel égalitaire (un homme, une voix). En échange, la social-démocratie accepte l'inscription du scrutin proportionnel dans la constitution et renonce à exiger le droit de vote pour les femmes et à utiliser des méthodes révolutionnaires dans la lutte pour le droit de vote. La fédération de Bruxelles du Parti ouvrier avait déjà accepté les conditions posées par les libéraux sur ces points essentiels, et la conférence de Pâques des sociaux-démocrates belges a officialisé cet arrangement politique en y donnant son accord.

Il est donc clair, et ce constat est incontestable, que l'alliance, ou plutôt le compromis passé avec les libéraux par les sociaux-démocrates a conduit à l'abandon par ceux-ci d'une des dispositions fondamentales de leur programme. Bien sûr, les camarades belges nous assurent qu'ils n'ont mis de côté l'exigence du droit de vote pour les femmes « que pour le moment », et qu'ils la reformuleront une fois

<sup>32</sup> Lors de sa conférence de Bruxelles des 30 et 31 mars 1902, le Parti ouvrier belge avait exigé l'inscription dans la constitution du principe « un homme, une voix » et de celui du scrutin proportionnel. Il avait rejeté l'extension du droit de vote aux femmes.

<sup>33</sup> Système en vigueur en Belgique de 1894 à 1918 : certains électeurs disposaient d'une ou deux voix supplémentaires s'ils étaient diplômés de l'enseignement secondaire ou s'ils remplissaient certaines conditions de revenu ou de patrimoine.

acquis le suffrage universel pour les hommes. Mais, pour les sociaux-démocrates de tous les pays, c'est une nouveauté de considérer ainsi leur programme comme un menu dont les plats ne peuvent être dégustés que l'un après l'autre. Même si une situation politique particulière peut amener temporairement le parti ouvrier de chaque pays à se mobiliser davantage pour certains objectifs de son programme que pour d'autres, c'est bien la totalité de notre programme qui reste le fondement permanent de notre combat politique. Entre mettre temporairement au second plan l'un des éléments du programme et y renoncer explicitement, même temporairement, comme prix de la réalisation d'un autre élément du programme, il y a la distance qui sépare le combat fondé sur des principes de la social-démocratie des manipulations politiques des partis bourgeois.

C'est bien au sacrifice du droit de vote des femmes en Belgique que nous avons affaire. Certes, la résolution du congrès de Bruxelles est laconique : « La révision constitutionnelle se limitera au droit de vote des hommes. » On peut cependant s'attendre à ce que les cléricaux introduisent un projet de loi sur le vote des femmes au cours de la révision, pour semer la discorde entre les libéraux et les sociaux-démocrates. La résolution de Bruxelles recommande que dans ce cas les représentants du Parti ouvrier « déjouent cette manœuvre et maintiennent l'alliance des partisans du suffrage universel. » En clair, ceci signifie qu'ils devront voter contre le droit de vote des femmes !

Certainement, il n'est pas bon de ne s'en tenir qu'aux grands principes, et nous n'imaginons pas exiger d'un Parti ouvrier qu'il renonce à des avancées concrètes imminentes au nom d'un schéma programmatique abstrait. Mais, comme toujours, les principes sont ici sacrifiés pour des illusions, et non pour des avancées concrètes, réelles. En y regardant de plus près, il apparaît que comme d'habitude, c'est pure fantaisie de prétendre que la défense de nos principes politiques nous aurait privés de gains concrets.

On a dit en effet que si les sociaux-démocrates belges avaient insisté sur le droit de vote des femmes, les libéraux auraient rompu et que c'est toute la campagne qui aurait été mise en péril. Mais on peut juger du peu de cas que fait le Parti ouvrier de la coalition fédérale des libéraux et de ses conditions à la façon dont il a accepté d'un haussement d'épaule la troisième de ces conditions, l'abandon des méthodes révolutionnaires. Il est évident que la social-démocratie belge ne peut en aucune façon se laisser lier les mains quant au choix de ses méthodes de lutte. Pourtant, elle a ainsi laissé de côté sa seule conviction : que la force qu'elle peut jeter dans la bataille, la garantie solide d'une victoire ne se trouvent pas dans le soutien qu'elle peut apporter à des maires et à des sénateurs libéraux flageolants, mais dans la capacité de mobilisation des masses prolétariennes, pas au parlement, mais dans la rue.

Ce serait plutôt étrange que le Parti ouvrier belge nourrisse le moindre doute sur ce point, ayant remporté ses victoires précédentes, comme par exemple la suppression partielle du vote plural, grâce à une grève de masse mémorable et à la menace de manifestations de rue de la classe ouvrière. Comme précédemment, la mise en mouvement du prolétariat belge agira tel un coup de tonnerre sur la bourgeoisie « libérale », et on peut prévoir à quelle vitesse ces « alliés » des sociaux-démocrates se précipiteront vers leurs trous à rats parlementaires pour y trahir leurs engagements et laisser le suffrage universel entre les mains des ouvriers. Même cette belle perspective n'est rien moins qu'un mystère pour le Parti ouvrier belge.

Si malgré tout il décide de mettre discrètement sous le boisseau la troisième condition du pacte avec les libéraux et se prépare à toute éventualité, il démontrera l'importance qu'il accorde au « soutien des libéraux » : celui d'un compagnonnage de circonstance, transitoire, pour un bout de chemin sur la même route, qu'on accepte en marchant, mais pour lequel on ne se détournerait pas d'un pas du chemin qu'on s'est tracé.

Ceci prouve en toute logique que les « avancées concrètes » supposées auxquelles on a sacrifié le droit de vote des femmes ne sont que des croquemitaines. Et chaque fois qu'on nous soumet des projets inconsidérés de compromis au détriment de nos principes fondamentaux, ce qu'on observe aussi bien

chez nous qu'à l'étranger, ce qui est en jeu ce ne sont pas de supposées « avancées concrètes », mais bien l'abandon d'exigences de notre programme. Pour nos « politiciens réalistes », celles-ci ne sont au fond que des Hécubes<sup>34</sup>, un fatras formaliste qu'on a ressorti et répété si souvent qu'il n'a plus aucune signification pratique.

Non seulement le droit de vote des femmes a été continuellement et universellement reconnu par la social-démocratie belge, mais les représentants ouvriers au parlement ont également voté pour lui à l'unanimité en 1895. Il est vrai que jusqu'à maintenant cette revendication n'a eu aucune chance d'être satisfaite en Belgique ou dans les autres pays européens. Aujourd'hui, alors que pour la première fois il pourrait faire l'objet d'un débat politique, il apparaît soudain qu'il n'y a pas unanimité au sujet de cette vieille exigence programmatique dans les rangs du Parti ouvrier. Mieux, selon la déclaration faite par Dewinne<sup>35</sup> au congrès de Bruxelles, « tout le parti a adopté une attitude négative sur la question du vote des femmes » !

Ce spectacle surprenant nous révèle l'argumentation des sociaux-démocrates belges contre le droit de vote des femmes. C'est exactement la même que celle utilisée par le tsarisme russe, la même qu'invoquait la doctrine allemande du droit divin pour justifier l'injustice politique : « Le public n'est pas assez mûr pour exercer le droit de vote. » Comme s'il y avait une autre école de maturité politique pour les membres du public que de simplement se servir de ce droit ! Comme si la classe ouvrière mâle n'avait pas aussi appris à utiliser le bulletin de vote pour défendre ses intérêts de classe et devait toujours l'apprendre !

Au contraire, tout individu clairvoyant doit s'attendre, tôt ou tard, à la forte poussée qu'imprimerait au mouvement ouvrier l'inclusion des femmes prolétaires dans la vie politique. Cette perspective ne fait pas qu'ouvrir un immense champ d'action au travail d'agitation de la social-démocratie. L'émancipation politique des femmes ferait également souffler un vent frais, vivifiant, sur la vie politique et sociale, un vent qui dissiperait son atmosphère confinée de vie de famille philistine qui pollue même les membres de notre parti, qu'ils soient ouvriers ou dirigeants.

Il est vrai qu'au début, les conséquences politiques du droit de vote des femmes pourraient être très désagréables, comme le renforcement, en Belgique, de l'autorité des cléricaux. Toute l'organisation et le travail d'agitation du Parti ouvrier devraient être complètement remaniés. En un mot, l'égalité politique des femmes sera une expérience politique courageuse et de grande ampleur.

Pourtant, étrangement, tous ceux qui ont la plus grande admiration pour les « expériences » du genre de celle de Millerand<sup>36</sup> et n'ont pas assez de mots pour louer l'intrépidité de ces expériences, ne trouvent rien à dire aux camarades belges qui reculent devant le droit de vote des femmes. Oui, même Anseele<sup>37</sup>, ce dirigeant belge qui fut si prompt à l'époque qu'il fut le premier à adresser ses félicitations au « camarade » Millerand pour son expérience ministérielle « courageuse », est aujourd'hui l'un de ceux qui est le plus résolument opposé aux efforts pour que les femmes aient le droit de vote dans son pays. Une fois de plus, nous avons la démonstration, entre autres, du genre de « courage » auquel les « politiciens réalistes » nous exhortent régulièrement. De toute évidence, il ne s'agit que du courage de se lancer dans des expériences opportunistes au détriment des principes sociaux-démocrates. Mais quand il s'agit de la mise en œuvre courageuse de nos exigences programmatiques, ces mêmes politiciens ne cherchent pas le moins du monde à nous impressionner par leur courage, et ils se mettent plutôt à chercher les prétextes pour abandonner telle ou telle de ces exigences, « temporairement » et « avec douleur ».

---

<sup>34</sup> Hécube, femme du roi de Troie Priam, est faite prisonnière après la prise de la ville par les Grecs et, comme les autres Troyennes, elle est attribuée aux vainqueurs.

<sup>35</sup> August Dewinne, un social-démocrate réformiste.

<sup>36</sup> En France, en 1899, Alexandre Millerand, un dirigeant réformiste, fut le premier socialiste à accepter un poste de ministre dans un gouvernement bourgeois. Rosa Luxemburg a écrit un article contre Millerand en juillet 1899 qui porte le même titre que le présent article (traduction en français : Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France*, Belfond, 1971, pp. 63-66).

<sup>37</sup> Edouard Anseele ; à l'époque, député socialiste belge.

\* \* \*

## Quelles sont les origines du 1<sup>er</sup> mai ?

L'heureuse idée d'utiliser la célébration d'une journée de vacance prolétarienne comme un moyen d'obtenir la journée de travail de 8 heures<sup>39</sup>, est née tout d'abord en Australie. Les travailleurs décidèrent là-bas en 1856 d'organiser une journée de blocage total, avec des réunions et des distractions, pour manifester pour la journée de 8 heures. La date de cette manifestation devait être le 21 avril. Au début, les travailleurs australiens avaient prévu cela uniquement pour l'année 1856. Mais cette première manifestation eut une telle répercussion sur les masses prolétariennes d'Australie, les stimulant et les amenant à de nouvelles luttes, qu'il fut décidé de renouveler cette manifestation tous les ans.

De fait, qu'est-ce qui pourrait donner aux travailleurs de plus grand courage et de confiance en leurs propres forces, qu'un arrêt de travail massif qu'ils ont décidé eux-mêmes ? Qu'est-ce qui pourrait donner plus de courage aux esclaves éternels des usines et des ateliers que le rassemblement de leurs propres troupes ? Donc, l'idée d'une fête prolétarienne fût rapidement acceptée et, d'Australie, commença à se répandre à d'autres pays jusqu'à conquérir l'ensemble du prolétariat du monde.

Les premiers à suivre l'exemple des australiens furent les états-uniens. En 1886 ils décidèrent que le 1<sup>er</sup> mai serait une journée universelle d'arrêt de travail. Ce jour-là, 200.000 d'entre eux quittèrent leur travail et revendiquèrent la journée de 8 heures. Plus tard, la police et le harcèlement légal empêchèrent pendant des années les travailleurs de renouveler des manifestations de cette ampleur. Cependant, en 1888 ils renouvelèrent leur décision en prévoyant que la prochaine manifestation serait le 1<sup>er</sup> mai 1890.

Entre temps, le mouvement ouvrier en Europe s'était renforcé et animé. La plus forte expression de ce mouvement intervint au Congrès de l'Internationale Ouvrière<sup>40</sup> en 1889. A ce Congrès, constitué de 400 délégués, il fût décidé que la journée de 8 heures devait être la première revendication. Sur ce, le délégué des syndicats français, le travailleur Lavigne<sup>41</sup> de Bordeaux, proposa que cette revendication s'exprime dans tous les pays par un arrêt de travail universel. Le délégué des travailleurs états-uniens attira l'attention sur la décision de ses camarades de faire grève le 1<sup>er</sup> mai 1890, et le Congrès arrêta pour cette date la fête prolétarienne universelle.

A cette occasion, comme trente ans plus tôt en Australie, les travailleurs pensaient véritablement à une seule manifestation. Le Congrès décida que les travailleurs de tous les pays manifesteraient ensemble pour la journée de 8 heures le 1<sup>er</sup> mai 1890. Personne ne parla de la répétition de la journée sans travail pour les années suivantes. Naturellement, personne ne pouvait prévoir la façon brillante dont cette idée allait être un succès et la vitesse à laquelle elle serait adoptée par les classes travailleuses. Cependant, il a suffi de manifester le 1<sup>er</sup> mai une seule fois pour que tout le monde comprenne que le 1<sup>er</sup> mai devait être une institution annuelle et régulière.

Le 1<sup>er</sup> mai revendiquait l'instauration de la journée de 8 heures. Mais même après que ce but fût atteint, le 1<sup>er</sup> mai ne fût pas abandonné. Aussi longtemps que la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie et les classes dominantes continuera, aussi longtemps que toutes les revendications ne seront pas satisfaites, le

<sup>38</sup> Traduction d'après *Gesammelte Werke* tome 1 volume 2, Dietz Verlag, 1974, et *The Rosa Luxemburg reader*, Monthly Review Press, 2004. Nos remerciements à Kevin Anderson.

<sup>39</sup> La règle était alors de travailler au moins 10 à 12 heures par jour.

<sup>40</sup> Il s'agit de la II<sup>e</sup> internationale, qui tenait cette année-là son congrès à Paris.

<sup>41</sup> Raymond Lavigne (1851-1930), militant syndicaliste bordelais. Il créa des syndicats clandestins avant la loi de 1884, qui les autorisait pour la première fois en France. Egalement militant socialiste, de sensibilité marxiste.

1<sup>er</sup> mai sera l'expression annuelle de ces revendications. Et, quand des jours meilleurs se lèveront, quand la classe ouvrière du monde aura gagné sa délivrance, alors l'humanité fêtera probablement aussi le 1<sup>er</sup> mai, en l'honneur des luttes acharnées et des nombreuses souffrances du passé.

Rosa Luxemburg, *Sprawa robotnicza*, 8 février 1894.

*Titre original : Jak powstało Święto Majowe.*

\* \* \*

## Un Devoir d'honneur

Nous n'avons sollicité ni "amnistie" ni pardon pour les prisonniers politiques qui ont été les victimes de l'ancien régime. Nous avons exigé notre droit à la liberté, par la lutte et la révolution, pour les centaines d'hommes et de femmes courageux et fidèles qui ont souffert dans les prisons et les forteresses, parce qu'ils ont lutté pour la liberté du peuple, pour la paix et pour le socialisme, contre la dictature sanglante des impérialistes criminels. Ils sont maintenant tous libérés. Et nous sommes à nouveau prêts pour la lutte.

Ce ne sont pas les Scheidemann<sup>42</sup> et leurs alliés bourgeois avec à leur tête le Prince Max von Baden qui nous ont libéré ; c'est la révolution prolétarienne qui a ouvert toutes grandes les portes de nos cellules<sup>43</sup>.

Mais une autre catégorie d'infortunés habitants de ces lugubres demeures a été complètement oubliée. Jusqu'ici personne n'a pensé aux êtres pâles et maladifs qui souffrent derrière les murs des prisons pour expier des délits mineurs.

Cependant, eux aussi sont des victimes infortunées de l'ordre social abominable contre lequel se bat la révolution, des victimes de la guerre impérialiste qui a poussé la détresse et la misère jusqu'aux plus extrêmes limites, des victimes de cette épouvantable boucherie qui a déchaîné les instincts les plus bas. La justice de la classe bourgeoise a de nouveau opéré comme un filet laissant échapper les requins voraces tandis que le menu fretin était capturé. Les profiteurs qui ont gagné des millions pendant la guerre ont été acquittés ou s'en sont tirés avec des peines ridicules, mais les petits voleurs ont reçu des peines de prison sévères. Épuisés par la faim et le froid, dans des cellules à peine chauffées, ces enfants oubliés de la société attendent l'indulgence, le soulagement. Ils attendent en vain. Le dernier Hohenzollern<sup>44</sup>, en bon souverain, a oublié leur souffrance au milieu du bain de sang international et de l'érosion du pouvoir impérial. Pendant quatre ans, depuis la conquête de Liège, il n'y a pas eu d'amnistie, pas même à la fête officielle des esclaves allemands, l'anniversaire du Kaiser.

La révolution prolétarienne doit maintenant éclairer la sombre vie des prisons par un petit acte de pitié, elle doit écourter les sentences draconiennes, abolir le système disciplinaire barbare (détention en chaînes, châtement corporel), améliorer les traitements, les soins médicaux, les rations alimentaires, les conditions de travail. C'est un devoir d'honneur !

Le système pénal existant, tout imprégné de l'esprit de classe brutal et de la barbarie du capitalisme, doit être totalement aboli. Une réforme complète du système d'accomplissement des peines doit être entreprise. Un système complètement nouveau, en harmonie avec l'esprit du socialisme, ne saurait être basé que sur un nouvel ordre économique et social. Tous les crimes, tous les châtements, ont toujours en fait leurs racines implantées dans le type d'organisation de la société. Cependant, une mesure radicale peut être mise en oeuvre sans délai. La peine capitale, la plus grande honte de l'ultra-réactionnaire code

<sup>42</sup> Philip Scheidemann, dirigeant du SPD favorable à la guerre, avait intégré en octobre 1918 le gouvernement impérial dirigé par le prince Max von Baden.

<sup>43</sup> Rosa Luxemburg n'avait elle-même été libérée par la révolution que le 8 novembre 1918.

<sup>44</sup> Les Hohenzollern était la dynastie régnant sur l'empire allemand. Il s'agit en l'occurrence de Guillaume II, le kaiser qui venait d'être chassé par la révolution.

pénal allemand, doit être immédiatement abolie<sup>45</sup>. Pourquoi donc y a-t-il des hésitations de la part de ce gouvernement des ouvriers et des soldats ? Ledebour, Barth, Däumig<sup>46</sup>, est-ce que Beccaria<sup>47</sup>, qui dénonçait il y a deux cent ans l'infamie de la peine de mort, n'existe pas pour vous ? Vous n'avez pas le temps, vous avez mille soucis, mille difficultés, milles tâches à remplir. Mais calculez, montre en main, combien de temps il vous faut pour dire : « la peine de mort est abolie ». Ou est-ce que vous voulez un débat en longueur, finissant par un vote entre vous sur ce sujet ? Est-ce que vous allez encore vous fourvoyer dans des couches et des couches de formalités, des considérations de compétence, des questions de tampon approprié et autres inepties ?

Ah, que cette révolution allemande est allemande ! Comme elle est pédante, imprégnée d'arguties, manquant de fougue et de grandeur ! Cette peine de mort qu'on oublie n'est qu'un petit trait, isolé. Mais précisément c'est souvent que de tels traits trahissent l'esprit profond de l'ensemble.

Prenons n'importe quelle histoire de la grande révolution française ; prenons par exemple l'aride Mignet<sup>48</sup>. Quelqu'un peut-il lire ce livre sans sentir battre son coeur et son esprit s'enflammer ? Quelqu'un peut-il, après l'avoir ouvert à n'importe quelle page, le laisser de côté avant d'avoir entendu le dernier accord de cette formidable tragédie ? Elle est comme une symphonie de Beethoven portée jusqu'au gigantesque, une tempête sonnant sur les orgues du temps, grande et superbe dans ses erreurs comme dans ses exploits, dans la victoire comme dans la défaite, dans le premier cri de joie naïve comme dans son souffle final. et quelle est la situation maintenant en Allemagne ? Partout, dans les petites choses comme dans les grandes, on sent qu'on a affaire encore et toujours aux anciens et trop prudents citoyens de la vieille social-démocratie, à ceux pour lesquels la carte de membre du parti est tout, alors que les êtres humains et l'intelligence ne sont rien. Mais l'histoire du monde ne se fait pas sans grandeur de la pensée, sans élévation morale, sans nobles gestes.

Liebknecht et moi, en quittant les résidences hospitalières que nous avons récemment habitées - lui quittant ses camarades de prison dépouillés, moi mes chères pauvres voleuses et prostituées dont j'ai partagé le toit pendant 3 ans et demi - nous leur fîmes ce serment, tandis qu'ils nous suivaient de leurs yeux pleins de tristesse, que nous ne les oublierions pas !

Nous exigeons que le comité exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats allège immédiatement le sort des prisonniers dans toutes les institutions pénales d'Allemagne !

Nous exigeons l'élimination de la peine de mort du code pénal allemand !

Des rivières de sang ont coulé en torrents pendant les quatre ans du génocide impérialiste. Aujourd'hui chaque goutte de ce précieux liquide devrait être conservée respectueusement dans du cristal. L'énergie révolutionnaire la plus constante alliée à l'humanité la plus bienveillante : cela seul est la vraie essence du socialisme. Un monde doit être renversé, mais chaque larme qui aurait pu être évitée est une accusation ; et l'homme qui, se hâtant vers une tâche importante, écrase par inadvertance même un pauvre ver de terre, commet un crime.

Rosa Luxemburg, *Die Rote fahne*, 18 novembre 1918.  
*Titre original : Eine Ehrenpflicht.*

---

<sup>45</sup> La peine de mort ne fût en fait abolie en Allemagne que bien plus tard : en 1949 pour la RFA, en 1987 pour la RDA.

<sup>46</sup> Georg Ledebour, Emil Barth et Ernst Däumig : membres de l'USPD qui avaient des responsabilités dans la nouvelle direction de l'Allemagne.

<sup>47</sup> Cesare Beccaria (1738-1794), philosophe italien.

<sup>48</sup> François-Auguste Mignet (1796-1884), auteur d'une *Histoire de la révolution française*.



## Rozalia Luksenburg (1871-1919)

---

### *Critique Sociale* n° 4, janvier 2009 : spécial Rosa Luxemburg *Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

[www.critique-sociale.info](http://www.critique-sociale.info)    [contact@critique-sociale.info](mailto:contact@critique-sociale.info)

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : [critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr)

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity /  
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität /  
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*